

No. 36228

**France
and
Ukraine**

Convention on mutual administrative assistance between the Government of the French Republic and the Government of Ukraine for the prevention, investigation and prosecution of customs offences. Kiev, 9 July 1997

Entry into force: 1 August 1998 by notification, in accordance with article 15

Authentic texts: French and Ukrainian

Registration with the Secretariat of the United Nations: France, 10 November 1999

**France
et
Ukraine**

Convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine pour la prévention, la recherche et la poursuite des infractions douanières. Kiev, 9 juillet 1997

Entrée en vigueur : 1er août 1998 par notification, conformément à l'article 15

Textes authentiques : français et ukrainien

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : France, 10 novembre 1999

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION D'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE MUTUELLE ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOU-
VERNEMENT DE L'UKRAINE POUR LA PRÉVENTION, LA RECHER-
CHE ET LA POURSUITE DES INFRACTIONS DOUANIÈRES

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Ukraine,
Ci-après dénommés "les Parties",

Considérant que les infractions à la législation douanière portent préjudice aux intérêts économiques, fiscaux, sociaux, culturels et commerciaux ;

Considérant qu'il est essentiel d'assurer l'application correcte des mesures de contrôle, de restriction ou de prohibition, et l'exacte perception des droits de douane et taxes à l'exportation et à l'importation ;

Convaincus que la lutte contre les infractions à la législation douanière sera rendue plus efficace par une étroite coopération entre leurs administrations douanières ;

Vu la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et de substances psychotropes du 20 décembre 1988 et son annexe ;

Vu la recommandation du Conseil de Coopération Douanière su l'assistance administrative mutuelle du 5 décembre 1953 ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Aux fins de la présente Convention, on entend par :

1. "Législation douanière" : Ensemble des prescriptions législatives et réglementaires concernant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises et autres objets que l'administration douanière est expressément chargée d'appliquer ou qu'elle a adoptées en vertu des pouvoirs qui lui ont été attribués par la loi.

2. "Administration douanière" :

Pour la République française : la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects ;

Pour l'Ukraine : Le Service d'Etat des douanes.

3. "Infraction douanière" : toute violation ou tentative de violation de la législation douanière.

4. "Personne" : Toute personne physique ou morale.

5. "Produits stupéfiants et substances psychotropes" : Les produits stupéfiants et substances psychotropes tels que définis par la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes du 20 décembre 1988 et son annexe.

Article 2

1. Les administrations douanières des deux Parties conviennent de se prêter mutuellement et directement assistance dans les conditions fixées par la présente Convention, en vue de prévenir, rechercher et poursuivre les infractions à leurs législations douanières respectives.

2. L'assistance prévue au paragraphe précédent ne vise pas la perception des droits de douane, impôts, taxes, amendes et autres sommes pour le compte de l'autre Partie.

3. Sur demande de l'administration douanière de l'une des Parties, l'administration douanière de l'autre Partie notifie aux personnes intéressées résidant sur le territoire de la Partie requise tous avis, décisions, dispositions et autres documents émanant de la Partie requérante et concernant l'application de la législation douanière de cette Partie.

4. L'assistance fournie sur la base de la présente Convention s'effectue en conformité avec la législation douanière de la Partie requise et dans les limites de la compétence de l'administration douanière de cette Partie.

Article 3

Les administrations douanières des deux Parties se communiquent :

1. Spontanément et sans délai tous renseignements dont elles disposent, concernant :

a) Les opérations irrégulières constatées ou projetées, présentant ou paraissant présenter un caractère frauduleux au regard de leurs législations douanières ;

b) Les nouveaux moyens ou méthodes de fraude, notamment ceux qui sont utilisés pour le trafic de produits stupéfiants et substances psychotropes ;

c) Les catégories de marchandises connues comme faisant l'objet d'un trafic frauduleux ;

d) Les personnes dont on peut penser qu'elles commettent ou peuvent commettre des infractions à la législation douanière de l'autre Partie ;

e) Les navires, aéronefs ou autres moyens de transport suspectés d'être utilisés pour commettre des infractions à la législation douanière de l'autre Partie ;

f) Les nouvelles techniques et réglementations de lutte contre les infractions à la législation douanière ayant fait la preuve de leur efficacité.

2. Sur demande écrite et aussi rapidement que possible tous renseignements :

a) Extraits de documents de douane concernant les échanges de marchandises entre les deux Parties, faisant ou pouvant faire l'objet d'un trafic frauduleux au regard de la législation douanière de la Partie requérante, éventuellement sous forme de copies dûment certifiées ou authentifiées desdits documents, et

b) Pouvant servir à déceler des infractions à la législation douanière de la Partie requérante.

Ces demandes doivent comporter les indications suivantes :

Le nom de l'autorité requérante,

La nature de la procédure en cours,
L'objet et les motifs de la demande,
Les noms et adresses (identités dans le cas de personnes physiques) des parties impliquées,
Un exposé sommaire de l'affaire ainsi que les éléments juridiques y afférents.

Article 4

Sur demande de l'administration douanière de l'une des Parties, l'administration douanière de l'autre Partie exerce, conformément à sa pratique administrative, une surveillance spéciale sur :

1. Les déplacements, et plus particulièrement sur l'entrée et la sortie de son territoire, des personnes soupçonnées ou connues par la Partie requérante pour s'adonner à des activités contraires à la législation douanière ;
2. Les mouvements suspects de marchandises signalées par la Partie requérante comme faisant l'objet d'un trafic à partir ou à destination de son territoire en infraction à sa législation douanière ;
3. Les lieux où sont entreposées en quantités inhabituelles des marchandises dont la Partie requérante a des raisons de penser qu'elles sont destinées à être inportées illégalement sur son territoire ;
4. Les véhicules, embarcations, aéronefs ou autres moyens de transport au sujet desquels la Partie requérante a des raisons de penser qu'ils peuvent être utilisés pour commettre des infractions douanières sur son territoire ;
5. Les opérations liées au trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

Article 5

1. Dans les limites de la législation nationale de chaque Partie, les administrations douanières des deux Parties coopèrent, en tant que de besoin, dans le cadre des livraisons surveillées internationales de produits stupéfiants et de substances psychotropes de manière à identifier les personnes impliquées dans des infractions douanières.

2. Le recours aux procédures des livraisons surveillées fait l'objet de décisions au cas par cas.

3. Les livraisons surveillées peuvent être poursuivies avec renvoi intact ou encore après soustraction ou remplacement partiel de la marchandise illicite.

Article 6

1. Les administrations douanières des deux Parties ne sont pas tenues d'accorder l'assistance prévue par la présente Convention dans le cas où celle-ci est de nature à porter atteinte à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de leur Etat ou implique la violation d'un secret industriel commercial ou professionnel.

2. Lorsque l'administration douanière de la Partie requérante n'est pas en mesure de satisfaire une demande de l'administration douanière de même nature qui serait présentée par l'autre Partie, elle signale le fait dans l'exposé de sa demande. Dans un tel cas l'administration douanière de la Partie requise a toute latitude pour déterminer la suite à donner à cette demande.

3. Tout refus d'assistance doit être motivé.

Article 7

1. En vue de faciliter la recherche et la poursuite des infractions douanières sur le territoire de leurs Etats respectifs, chaque administration douanière procède, dans les limites de sa compétence et à la requête de l'autre administration, à des enquêtes, interroge les personnes suspectes, entend les témoins. Elle communique les résultats de ces investigations à l'administration douanière de la Partie requérante.

2. L'administration douanière de la Partie requise peut autoriser des agents de l'administration douanière de la Partie requérante à être présents lors des enquêtes.

Article 8

1. Les administrations douanières des deux Parties prennent des dispositions pour que les agents de leurs services chargés de prévenir, de rechercher ou de poursuivre les infractions douanières soient en relations personnelles et directes en vue d'échanger des renseignements.

2. La liste des agents spécialement désignés à cette fin est notifiée à l'administration douanière de l'autre Partie.

Article 9

1. Les informations obtenues en application de la présente Convention ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles prévues par celle-ci que si l'administration douanière qui les a fournies y a consenti expressément.

2. Les renseignements, communications et documents mis à la disposition de l'administration douanière d'une Partie par l'administration douanière de l'autre Partie en application de la présente Convention bénéficient de la même protection en termes de confidentialité que celle accordée par la loi nationale de la Partie requérante aux informations d'origine nationale de même nature.

Article 10

1. Les administrations douanières des deux Parties peuvent faire état, à titre de preuve, tant dans leurs procès-verbaux, rapports et témoignages, qu'au cours des procédures et poursuites devant les tribunaux, des renseignements et documents recueillis dans les conditions prévues par la présente Convention.

2. L'étendue de la force probante attribuée à ces renseignements et documents est déterminée par référence au droit national de la Partie requérante.

Article 11

1. Sur demande d'un tribunal ou d'une autorité de l'une des Parties saisi d'infractions douanières, l'administration douanière de l'autre Partie peut autoriser ses agents à comparaître en qualité de témoins ou d'experts devant ledit tribunal ou ladite autorité.

2. La demande de comparution doit préciser notamment dans quelle affaire et en quelle qualité l'agent sera interrogé.

3. Ces agents déposent, dans les limites fixées par l'autorisation de leur administration, sur les constatations faites par eux-mêmes dans le cadre de leurs fonctions.

Article 12

Chacune des Parties renonce à toute réclamation tendant à obtenir le remboursement par l'autre Partie des frais résultant de l'application de la présente Convention à l'exception des dépenses engagées au titre de l'article 11.

Article 13

Le champ d'application de la présente Convention s'étend au territoire douanier des deux Parties tel que défini par leurs législations respectives.

Article 14

1. Les modalités d'application de la présente Convention sont fixées de concert par les administrations douanières des deux Parties.

2. Il est créé une commission mixte composée des représentants des administrations douanières des deux Parties, chargée d'examiner les questions liées à l'application de la présente Convention. La commission mixte se réunit en tant que de besoin alternativement sur le territoire de chaque Etat.

3. Les différends constatés au sein de la commission mixte et restés sans solution sont réglés par la voie diplomatique.

Article 15

1. Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur de la présente Convention, qui prend effet le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière notification.

2. Cette convention est conclue pour une durée illimitée, chacune des Parties pouvant la dénoncer à tout moment par notification écrite adressée par la voie diplomatique à l'autre Partie. La dénonciation prend effet six mois après la date de cette notification.

Fait à Kiev, le 9 juillet 1997, en double exemplaire, en langues française et ukrainienne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

PASCAL FIESCHI

Pour le Gouvernement de l'Ukraine :

LEONIDE VASSYLIOVYTCH DERKATCH

**Угода
між Урядом Французької Республіки
і Урядом України
про взаємну адміністративну допомогу
з метою запобігання митним
порушенням, їх розслідування та
припинення**

Уряд Французької Республіки та Уряд України (далі - Сторони),

враховуючи, що порушення митного законодавства завдають збитків економічним, податковим, соціальним, культурним інтересам та інтересам у сфері торгівлі;

враховуючи необхідність правильного застосування контролю, обмежень, заборон, а також чіткого порядку стягнення мита та податків при вивезенні чи ввезенні товарів;

переконані в тому, що боротьба з порушеннями митного законодавства буде більш ефективною при тісному співробітництві їх митних адміністрацій;

враховуючи Конвенцію Організації Об'єднаних Націй про боротьбу проти незаконного обігу наркотичних засобів і психотропних речовин від 20 грудня 1988 року та додаток до неї;

беручи до уваги Рекомендацію Ради митного співробітництва про адміністративну взаємодопомогу від 5 грудня 1953 року;

домовились про таке:

Стаття 1

Для цілей цієї Угоди використовуються такі терміни:

1) "митне законодавство" - сукупність законодавчих та розпорядчих положень щодо ввезення, вивезення та транзиту товарів та інших предметів, виконання яких спеціально покладено на митну адміністрацію чи таких, що вона прийняла на підставі повноважень, які були їй надані законом;

2) "митна адміністрація":
у Французькій Республіці - Генеральна Дирекція Митниць і Непрямих Податків,
в Україні - Державна митна служба України;

3) “митне порушення” - будь-яке порушення чи спроба порушення митного законодавства;

4) “особа” - будь-яка фізична чи юридична особа;

5) “наркотичні засоби та психотропні речовини” - наркотичні засоби та психотропні речовини, визначені Конвенцією Організації Об'єднаних Націй про боротьбу проти незаконного обігу наркотичних засобів та психотропних речовин від 20 грудня 1988 року та додатком до неї.

Стаття 2

1. Митні адміністрації Сторін подають одна одній безпосередню допомогу згідно з положеннями цієї Угоди з метою запобігання порушенням відповідних митних законодавств, розслідування та припинення цих порушень.

2. Допомога, передбачена попереднім пунктом, не включає стягнення мита, податків, зборів, штрафів та інших платежів однією Стороною на користь іншої Сторони.

3. На запит митної адміністрації однієї Сторони митна адміністрація іншої Сторони передає заінтересованим особам, які постійно перебувають на території запитованої Сторони, всі повідомлення, рішення, розпорядження та інші документи, що походять із Сторони, яка запитує та стосуються застосування митного законодавства цієї Сторони.

4. Допомога, яка подається в рамках цієї Угоди, здійснюється відповідно до митного законодавства запитованої Сторони і в рамках компетенції її митної адміністрації.

Стаття 3

Митні адміністрації обох Сторін повідомляють одна одній:

1. За власною ініціативою та без затримки всю інформацію, що є в їх розпорядженні, стосовно:

а) окремих виявлених чи запланованих дій, які кваліфікуються чи можуть кваліфікуватись як порушення, з точки зору їх митного законодавства;

б) нових засобів та методів контрабанди, особливо тих, які використовуються для перевезення наркотичних засобів та психотропних речовин;

с) категорій товарів, про які відомо, що вони є об'єктами незаконного обігу;

д) осіб, про яких відомо, що вони порушують чи можуть порушити митне законодавство іншої Сторони;

е) морських суден, літаків чи інших транспортних засобів, відносно яких є підстави підозрювати, що вони можуть бути використані з метою порушення митного законодавства іншої Сторони;

ф) нових технічних засобів та заходів які виявились ефективними в боротьбі з порушеннями митного законодавства.

2. На письмовий запит і в найкоротші строки будь-які дані:

а) отримані з митних документів, що стосуються обігу між Сторонами товарів, які є чи можуть стати об'єктами незаконного перевезення, з точки зору митного законодавства Сторони, яка запитує. Зазначені документи можуть надаватися у формі копій, які мають бути засвідченими у встановленому порядку;

та

б) які можуть використовуватися для розкриття порушень митного законодавства Сторони, яка запитує.

Ці запити мають містити таку інформацію:

- назву запитуючої установи,
- заходи, про які йдеться в запиті,

- предмет та підставу запиту,
- назву та адресу осіб, яких стосується запит (якщо йдеться про фізичних осіб, - їх паспортні дані);
- стислий виклад відповідних фактів, а також положення права, що мають відношення до них.

Стаття 4

На прохання митної адміністрації однієї зі Сторін, митна адміністрація іншої Сторони здійснює відповідно до своєї адміністративної практики спеціальний нагляд за:

1) переміщенням по своїй території, особливо під час в'їзду та виїзду, осіб, підозрюваних Стороною, яка запитує, у здійсненні діяльності, яка суперечить митному законодавству, або відомих як такі, що причетні до цієї діяльності;

2) підозрілим переміщенням товарів, зазначених Стороною, яка запитує, як такі, що є предметом вивезення з її території чи ввезення на неї з порушенням її митного законодавства;

3) місцями зберігання особливо великої кількості товарів, відносно яких Сторона, яка запитує, має підстави вважати, що вони призначені для незаконного ввезення на її територію;

4) автомобілями, суднами, літаками та іншими транспортними засобами, відносно яких Сторона, яка запитує, має підставу вважати, що вони можуть бути використані для вчинення порушень митного законодавства на її території;

5) діями, пов'язаними з незаконним перевезенням наркотичних засобів та психотропних речовин.

Стаття 5

1. У рамках національного законодавства кожної зі Сторін митні адміністрації цих Сторін співпрацюють у разі потреби в рамках міжнародних контрольованих поставок наркотичних засобів та психотропних речовин, щоб виявити осіб, причетних до порушень митного законодавства.

2. Застосування процедури контрольованих поставок є предметом вирішення в кожному окремому випадку.

3. Контрольовані поставки можуть здійснюватись недоторканими чи також після вилучення або часткової заміни незаконного товару.

Стаття 6

1. Митні адміністрації кожної зі Сторін не зобов'язані надавати допомогу, передбачену цією Угодою, якщо це може заподіяти шкоди громадському порядку чи іншим суттєвим інтересам їх держав або потягти за собою порушення промислової, комерційної чи професійної таємниці.

2. Якщо митна адміністрація Сторони, яка запитує, просить допомоги, яку вона сама не могла б подати, якби до неї був звернений такий запит, вона повинна зазначити цей факт у своєму запиті. У такому разі рішення стосовно відповіді на запит залишається за митною адміністрацією Сторони, до якої звернено запит.

3. Будь-яка відмова у поданні допомоги повинна бути мотивована.

Стаття 7

1. З метою сприяння розслідуванню та припиненню митних порушень на території відповідних держав, кожна митна адміністрація на запит іншої адміністрації у рамках своєї компетенції здійснює розслідування, опитує підозрюваних осіб і заслуховує свідків. Про результати такого

розслідування повідомляється митній адміністрації Сторони, яка запитує.

2. Митна адміністрація запитуваної Сторони може дозволити посадовим особам митної адміністрації Сторони, яка запитує, бути присутніми при такому розслідуванні.

Стаття 8

1. Митні адміністрації Сторін приймають рішення щодо встановлення прямих робочих контактів між підлеглими їм посадовими особами, які уповноважені на запобігання митним порушенням, їх розслідування та припинення, з метою обміну інформацією.

2. Митні адміністрації Сторін обмінюються списками посадових осіб, спеціально призначених з цією метою.

Стаття 9

1. Інформація, одержана відповідно до цієї Угоди, використовується виключно для цілей, передбачених цією Угодою, і може бути використана для інших цілей лише за згодою митної адміністрації, що її надала.

2. Щодо конфіденційності, довідки, повідомлення та документи, надані митній адміністрації однієї Сторони митною адміністрацією іншої Сторони згідно з цією Угодою, користуються захистом, що надається подібній інформації національного походження відповідно до законодавства Сторони, яка запитує.

Стаття 10

1. Митні адміністрації Сторін можуть використовувати як докази відомості та документи, отримані згідно з цією Угодою, у протоколах, повідомленнях та свідченнях, а також у процесі судового провадження.

2. Доказова сила таких відомостей та документів визначається національним законодавством Сторони, яка запитує.

Стаття 11

1. На запит будь-якого судового чи адміністративного органу однієї зі Сторін стосовно митних порушень митна адміністрація іншої Сторони може уповноважити своїх посадових осіб виступити в якості свідків або експертів у вищезгаданому судовому чи адміністративному органі.

2. У запиті про виступ у суді чи адміністративному органі повинно бути конкретно визначено, в якій справі та в якій якості уповноважена посадова особа буде опитуваною.

3. Ці особи в межах повноважень, визначених їх адміністрацією, дають свідчення або повідомляють власні висновки в рамках своїх службових обов'язків.

Стаття 12

Кожна зі Сторін відмовляється від пред'явлення будь-яких претензій щодо відшкодування іншою Стороною витрат, пов'язаних з виконанням цієї Угоди, за винятком витрат, пов'язаних з виконанням статті 11 цієї Угоди.

Стаття 13

Ця Угода діє на митній території кожної зі Сторін відповідно до чинного законодавства кожної з них.

Стаття 14

1. Механізм виконання цієї Угоди визначається спільно митними адміністраціями Сторін.

2. Змішана комісія, створена з представників митних адміністрацій обох Сторін, зобов'язана вивчати питання, пов'язані із застосуванням цієї Угоди. Змішана комісія збирається в разі потреби поперемінно на території кожної з держав.

3. Спільні питання, які виникають всередині змішаної комісії та залишаються невирішеними, регулюються дипломатичним шляхом.

Стаття 15

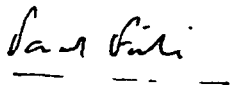
1. Кожна зі Сторін повідомляє іншій про виконання внутрішніх процедур, необхідних для набуття цією Угодою чинності, що настає в перший день другого місяця наступного після дати отримання останнього повідомлення.

2. Ця Угода укладається на невизначений строк, кожна зі Сторін може в будь-який час припинити її дію, повідомивши про це дипломатичними каналами в письмовій формі іншу Сторону. Угода втрачає чинність через шість місяців після дати цього повідомлення.

Укладено в _____ " _____ " _____ р. у двох примірниках українською та французькою мовами, причому обидва тексти є автентичними.

За Уряд
Французької Республіки

За Уряд
України





[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF UKRAINE ON MUTUAL ADMINISTRATIVE ASSISTANCE FOR THE PREVENTION, INVESTIGATION AND PROSECUTION OF CUSTOMS OFFENCES

The Government of the French Republic and the Government of Ukraine,
Hereinafter referred to as "the Parties",

Considering that violations of customs legislation are prejudicial to their economic, fiscal, social, cultural and commercial interests;

Considering that it is vital to ensure the strict enforcement of control, restriction and prohibition measures and the rigorous collection of customs duties and export and import taxes;

Convinced that efforts to control violations of customs legislation can be made more effective by close cooperation between their customs administrations;

Having regard to the United Nations Convention against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances of 20 December 1988 and its annex;

Having regard to the recommendation of the Customs Cooperation Council regarding Mutual Administrative Assistance of 5 December 1953;

Have agreed as follows:

Article 1

For the purposes of this Convention:

1. "Customs legislation" shall mean the body of laws and regulations concerning the import, export or transit of merchandise and other goods which the customs administration is expressly responsible for applying or which it has adopted by virtue of the powers attributed to it by law.

2. "Customs administration" shall mean:

For the French Republic: the Directorate General of Customs and Indirect Duties (Direction Générale des Douanes et Droits Indirects);

For Ukraine: The State Customs Service;

3. "Customs offence" shall mean any violation of customs legislation or any attempt to violate that legislation.

4. "Person" shall mean any natural or legal person.

5. "Narcotic drugs and psychotropic substances" shall mean the narcotic drugs and psychotropic substances specified by the United Nations Convention against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances of 20 December 1988 and its annex.

Article 2

1. The customs administrations of the two Parties agree to directly assist each other as provided in this Convention, with a view to the prevention, investigation and prosecution of violations of their respective customs legislation.

2. The assistance envisaged in the preceding paragraph shall not affect the collection of customs duties, taxes, dues, fines, and other sums to be paid to the other Party.

3. At the request of the customs administration of either Party, the customs administration of the other Party shall notify the persons concerned that reside in the territory of the requested Party of any notice, decision or other text originating in the requesting Party and pertaining to the application of that Party's customs legislation.

4. Assistance provided on the basis of this Convention shall comply with the customs legislation of the requested Party and remain within the jurisdictional limits of the customs administration of that Party.

Article 3

The customs administrations of the two Parties shall communicate to each other:

1. Spontaneously and without delay, any information they may have regarding:

(a) Actual or planned irregular operations which are or seem to be of a fraudulent nature according to the provisions of their customs legislation;

(b) New means or methods of committing fraud, especially those used in trafficking narcotic drugs and psychotropic substances;

(c) Categories of merchandise known to be the object of fraudulent traffic;

(d) Persons suspected of committing or being capable of committing violations of the customs legislation of the other Party;

(e) Vessels, aircraft or other means of transport suspected of being used to commit violations of the customs legislation of the other Party;

(f) New techniques and regulations for combating violations of customs legislation which have proved effective.

2. Upon written request, and as expeditiously as possible, any information:

(a) Obtained from customs documents relating to trade in merchandise between the two Parties that is or might be the object of traffic considered fraudulent under the customs legislation of the requesting Party, if necessary in the form of duly certified or authenticated copies of the said documents; and

(b) Which may be helpful in detecting violations of the customs legislation of the requesting Party.

The written request should include the following particulars:

The name of the authority making the request,

The nature of the ongoing proceeding,

The object of and reasons for the request,

The names and addresses (identities in the case of natural persons) of the parties concerned,

A brief description of the matter and the legal elements involved.

Article 4

At the request of the customs administration of one Party, the customs administration of the other Party shall, in accordance with its administrative practice, maintain special surveillance over:

1. The movements, and more particularly the entry into and departure from its territory, of persons that the requesting Party suspects or knows to be habitually involved in activities that violate customs legislation;
2. Suspicious movements of merchandise identified by the requesting Party as the object of traffic being sent from or to its territory in violation of its customs legislation;
3. Places of storage of merchandise in unusual quantities which the requesting Party has reason to believe is intended for illegal import into its territory;
4. Vehicles, boats, aircraft or other means of transport which the requesting Party has reason to believe may be used to commit violations of customs legislation in its territory;
5. Activities connected with illicit traffic in narcotic drugs and psychotropic substances.

Article 5

1. Within the limits of the domestic laws of each Party, the customs administrations of the two Parties shall cooperate, as required, with respect to monitored international deliveries of narcotic drugs and psychotropic substances for the purpose of identifying persons involved in customs offences.

2. Recourse to monitored delivery procedures shall be decided on a case-by-case basis.

3. Monitored deliveries may be carried out with the consignment intact or following the removal or partial replacement of the illicit merchandise.

Article 6

1. The customs administrations of the two Parties are not required to furnish the assistance provided for in this Convention when such assistance may be prejudicial to the order public or other vital interests of their State or would involve the breach of an industrial, commercial or professional secret.

2. If the customs administration of the requesting Party would be unable to comply with a similar request from the customs administration of the other Party, it shall so indicate when formulating its request. In such case, the customs administration of the requested Party may use full discretion in determining how to execute the request.

3. The grounds for any refusal of assistance shall be provided.

Article 7

1. With a view to facilitating the investigation and prosecution of customs offences in the territory of their respective States, each customs administration shall, within its jurisdictional limits and at the request of the other administration, conduct enquiries, interrogate suspects and hear witnesses. It shall communicate the findings thereof to the customs administration of the requesting Party.

2. The customs administration of the requested Party may authorize agents of the requesting administration to be present during the enquiries.

Article 8

1. The customs administrations of the two Parties shall arrange for the agents of their services responsible for the prevention, investigation or prosecution of customs offences to maintain direct personal contact with a view to exchanging information.

2. A list of agents specially designated for that purpose shall be provided to the customs administration of the other Party.

Article 9

1. Information obtained in accordance with this Convention may not be used for purposes other than those envisaged by this Convention unless the customs administration furnishing the information has given its express consent thereto.

2. Information, communications and documents made available to the customs administration of one Party by the customs administration of the other Party in accordance with this Convention shall enjoy the same confidentiality protection as that afforded by the domestic laws of the requesting Party to information of domestic origin of the same nature.

Article 10

1. The customs administrations of the two Parties may use as evidence, both in their minutes, reports and testimonies and during proceedings and prosecutions before the courts, information and documents obtained under the conditions provided for by this Convention.

2. The extent of the probative value attributed to such information and documents shall be determined by reference to the domestic laws of the requesting Party.

Article 11

1. At the request of the court or authority of one Party before which a customs offence is brought, the customs administration of the other Party may authorize its agents to appear as witnesses or experts before the said court or authority.

2. The request for appearance shall specify the case concerned and the capacity in which the agent will be questioned.

3. The agents shall give evidence, within the limits set by the authorization of their administration, regarding the findings made by them in the exercise of their duties.

Article 12

Each of the Parties shall waive any request for reimbursement by the other Party of costs resulting from the implementation of this Convention, except with regard to expenses incurred under article 11.

Article 13

This Convention shall be applicable to the customs territory of the two Parties as stipulated by their respective laws.

Article 14

1. The procedures for the implementation of this Convention shall be determined jointly by the customs administrations of the two Parties.

2. A joint commission comprising representatives of the customs administrations of the two Parties shall be established to examine issues relating to the implementation of this Convention. The joint commission shall meet as often as necessary, alternately in the territory of each State.

3. Differences noted within the joint commission and remaining unresolved shall be settled through the diplomatic channel.

Article 15

1. Each of the Parties shall notify the other of the fulfilment of the internal procedures required with regard to the entry into force of this Convention, which shall take effect on the first day of the second month following the date of receipt of the last notification.

2. This Convention is concluded for an indefinite period, either of the Contracting Parties being able to terminate it at any time by written notification addressed through the diplomatic channel to the other Party. Termination shall take effect six months after the date of such notification.

Done at Kiev on 9 July 1997 in duplicate, in the French and Ukrainian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

PASCAL FIESCHI

For the Government of Ukraine:

LEONIDE VASSYLIOVYTCH DERKATCH

